

Assemblée Générale de l'Union Locale CGT de Brioude

LA RUCHE.fr

LA RUCHE
JOURNAL HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT
DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIOUE

Vendredi 14 septembre 2012

Brioude : rentrée sociale agitée pour la CGT

L'Union Locale brivadoise de la CGT est très inquiète. Pour sa conférence de rentrée sociale, les syndicalistes se sont retrouvés dans leur nouveau local de la place Jean-Jacques Rousseau pour aborder les différents problèmes sur le front de l'emploi. Et les dossiers brûlants ne manquent pas. A commencer par le secteur industriel particulièrement secoué. Le secteur de la sous-traitance automobile paye actuellement les difficultés rencontrées par les constructeurs. Avec les menaces de fermeture de sites envisagées par le groupe PSA, l'avenir s'annonce encore moins radieux. Les usines de la SNOP et de Valéo à Sainte-Florine auraient déjà diminué leur recours à l'intérim. Mais le secteur de la sous-traitance automobile n'est pas le seul à connaître difficultés. Comme nous le relations dans nos précédentes éditions, la saumonerie Saint-Ferréol est actuellement en redressement judiciaire. Une situation inadmissible pour le secrétaire de l'union locale Gérard Rouleau. « La saumonerie est une boîte qui fonctionne bien. Il y a du travail. La saison approche et l'entreprise continue d'embaucher des personnes en intérim. Pour nous, il est inconcevable que la saumonerie plie du jour au lendemain. Et il serait lamentable qu'une offre au rabais, à la casse sociale trop importante, soit finalement retenue ».



L'Union locale de Brioude sera mobilisée mardi 9 octobre pour défendre l'emploi industriel.

Avec une évolution du taux de chômage qui a explosé en un an (Le Brivadois est le secteur auvergnat qui a connu la plus forte augmentation avec une hausse de l'ordre de 17,8% NDLR), les difficultés sont légion. Des entreprises telles que Défi Mode, Efficance à Fontannes ou Aubrilam se trouvent également dans l'oeil du cyclone.

DES ACTIONS

Le service à la personne est aussi touché par cette situation de crise. L'ADMR et l'association «Vivre chez soi» sont en difficulté. Le conseil

général, qui finance les organismes de ce secteur, a diminué nettement sa dotation. Par répercussion, les employés évoluant dans le domaine du service à la personne ont donc nettement moins de liberté financière.

Cette situation générale particulièrement tendue va conduire les syndicalistes de la CGT à se mobiliser. Mardi 9 octobre ils comptent battre le pavé afin de participer à la mobilisation nationale visant à défendre l'emploi industriel. Les membres de l'union locale vont également redoubler de vigilance envers les

personnes perdant leur emploi. «Il ne faut surtout pas les laisser dans la détresse. Nous devons redoubler nos efforts pour soutenir nos camarades. Il faut qu'ils comprennent que ce n'est pas de leur faute. Seul le système financier est responsable de cette situation» a insisté Christian Caillié.

La précarité sur le front de l'emploi n'est pas l'unique cheval de bataille de la CGT. Les syndicalistes vont se montrer particulièrement actifs pour garantir de bonnes conditions de travail au sein des PME du Brivadois.

Lors de l'assemblée générale de rentrée, l'union locale brivadoise a dénoncé « l'inaction des élus »



Une assemblée générale de rentrée sous le signe de l'inquiétude. Même si la CGT veut se montrer combative. - Brioude photo

La CGT locale a passé en revue les entreprises en difficulté et dressé un sombre portrait économique du Brivadois, mardi soir, dans ses locaux provisoires.

La CGT tire la sonnette de l'alarme sociale

« Il y a le feu ! Et maintenant, il va vraiment falloir mouiller la chemise ! ». L'Union locale CGT de Brioude n'affiche pas vraiment un visage serein face à cette rentrée économique maussade. Mardi soir, dans les nouveaux locaux provisoires, place Jean-Jacques-Rousseau (lire par ailleurs), le constat était amer. Les entreprises en difficulté, l'ambiance délétère dans certaines sociétés, l'inaction des élus... Entre tout cela, la marge de manœuvre des syndicats est faible. Mais certaines choses ne passent vraiment pas.

« Il va falloir arrêter de couper des rubans »

« Il va falloir arrêter de couper des rubans, dénonce Gérard Roulleau. Il est inadmissible que notre nouveau député n'ait pas, de lui-même, rencontré notre syndicat CGT du Brivadois pour mieux appréhender les difficultés des salariés. » Et les chiffres du chômage viennent corroborer l'urgence. Avec 17,8 % de demandeurs d'emploi de catégorie A supplémentaires en un an, Brioude affiche les plus mauvais chiffres de la Région, quand la moyenne auvergnate atteint 7,3 % (lire notre édition de demain). « Il est également très surprenant que deux élus socialistes régionaux viennent en visite à cinquante mètres d'une usine en redressement judiciaire sans rencontrer son patron, ni les salariés (lire notre édition du jeudi 30 août) », ajoute le syndicaliste.

À cinquante mètres de l'entreprise Caillaud-Bourleyre visitée par René Souchon, président de Région et André Chapaveire, vice-président, le 28 août dernier, la saumonerie Saint-Ferréol se débat en effet pour survivre depuis sa cessation de paiement, le 29 mai dernier. « C'est le dossier qui nous préoccupe le plus, note la CGT (lire par ailleurs). »

Mais, outre le spécialiste brivadois du saumon fumé, les entreprises locales de sous-traitance connaissent elles aussi une passe difficile. « La SNOP avait prévu du chômage partiel en fin d'année, mais, finalement, les salariés ont dès à présent des jours chômés », indique Laurent Batisson. Quant aux licenciements chez Effiance, « nous allons les contester ». Mais, plus que des situations particulières, les syndicats remettent en cause tout le système de sous-traitance. « Effiance travaillait pour des entreprises comme Areva ou encore Alstom, qui ont des contrats avec l'État. Il n'est pas normal que ces boîtes-là délocalisent », s'insurge-t-il.

Une cellule de crise

Qu'en est-il des solutions, des actions ? « Nous demandons la mise en place d'une cellule de crise composée des élus, des syndicats, de la Directe (*), de Pôle emploi et des services sociaux pour travailler régulièrement sur les moyens à apporter localement aux salariés et au PME », indique la CGT. L'Union locale sera mobilisée lors des grands rendez-vous nationaux, notamment le 9 octobre prochain, date à laquelle des manifestations seront organisées dans sept villes de France. Toutefois, face à la situation locale, un certain malaise se crée. « Quels modèles d'action permettent de ne pas mettre en péril les entreprises que nous souhaitons défendre ? », s'interroge Gérard Roulleau.

Face à ces incertitudes et à cette « insécurité sociale », les syndicats ont tenu à faire un constat : l'ambiance entre les salariés se dégrade. À tel point qu'un appel a été lancé : « soyez attentif à votre entourage, car certains vont très mal ».

(*) Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Émilie Auffret

Mise en page de l'article réadaptée par le syndicat.